

Les Nouvelles de Bourg-la-Reine

numéro 15 - octobre 2006



Bourg-la-Reine solidaire

Comme tous les enfants de leur âge, six enfants d'origine malgache ont fait leur rentrée des classes à l'école de la Faïencerie. Cette rentrée n'était pourtant pas ordinaire pour eux, car leurs mamans pouvaient enfin les y accompagner sans craindre un contrôle policier.

Avant leur « régularisation », les familles vivaient dans l'angoisse permanente de l'expulsion du territoire français et de l'obligation pour leurs enfants d'abandonner l'école.

Il faut avoir entendu ces familles témoigner sur leur vie quotidienne de sans-papiers pour mesurer le poids de l'angoisse. Pour savoir également les sacrifices qu'impose ce mode de vie. Pour comprendre que tous les jours ils font la preuve de leur attachement à leur pays d'accueil.

« Pays d'accueil », quelle drôle de formulation quand on voit les humiliations et les contraintes imposées par la politique de Nicolas Sarkozy. Mais quelle réalité aussi quand on constate le réseau d'entraide qui s'est mobilisé pour nos trois familles : parents d'élèves, derrière la FCPE⁽¹⁾ et RESF⁽²⁾, instituteurs, derrière les deux directrices, mais aussi les maires de Bourg-la-Reine, de Sceaux et de Fontenay, le curé et le pasteur de notre ville (qui ont rédigé ensemble un très bel appel intitulé « Chrétiens à Bourg-la-Reine »), ou encore tous ceux qui, devant les écoles ou à l'entrée des marchés, ont signé la pétition demandant la régularisation. Bourg-la-Reine a montré un exemple de solidarité dépassant les frontières des engagements politiques et spirituels.

C'est à cette histoire que nous consacrons le dossier de notre journal. Holy Ralison, régularisée à la mi-juin, nous apportera son témoignage. Une contribution du spécialiste de l'immigration Patrick Weil nous révélera aussi la réalité du phénomène et l'échec de la politique gouvernementale. Échec si l'on compare les résultats aux objectifs que le ministre de l'Intérieur s'était fixés. Mais vrai calcul électoral pour grappiller les voix du Front national. La chasse aux clandestins et les mesures d'expulsion déshonorantes ne règlent pas les problèmes du contrôle de nos frontières ; elles ternissent simplement l'image de la France à l'extérieur. On ne traite pas ainsi des êtres humains. C'est indigne de notre pays et de nos valeurs.

Nicolas Sarkozy fait peur, car il navigue sur les peurs. Il fait peur car il tient un discours très communautariste au détriment d'une communauté nationale fondée sur le tronc commun des valeurs partagées. Il fait peur et il est dangereux tant il apparaît jusqu'à la caricature comme le porte-parole du MEDEF et le porte-voix de l'Amérique de Bush. Il fait peur et il est dangereux car c'est un homme qui dérape.

Mais que la France est belle quand elle est solidaire. Contre les peurs, la France doit réapprendre à s'aimer.

Denis Peschanski

(1) Fédération des Conseils de Parents d'Élèves

(2) Réseau Éducation Sans Frontières



Elections 2007 et 2008 : j'adhère au Parti socialiste de Bourg-la-Reine

NOM Prénom

ADRESSE

Téléphone Profession (facultatif)

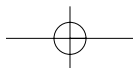
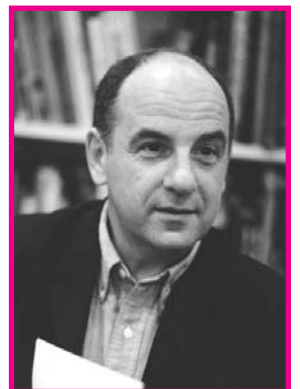
Courrier électronique

Date

Signature

à retourner au Parti socialiste B.P. 13 92340 BOURG-LA-REINE

ou téléphoner au 06 81 70 10 32 ou mel ps-blr@wanadoo.fr



P
A
R
T
I

S
O
C
I
A
L
I
S
T
E

DOSSIER SA

Interview de Patrick Weil, directeur de recherche au CNRS, spécialiste des questions d'immigration et de nationalité (Juillet 2006)

Nous remercions vivement Patrick Weil qui nous a autorisés à reproduire l'entretien qu'il a donné à Claire Barjon (Nouvel Observateur) le 6 juillet dernier. Il remet la question à sa juste mesure et montre aussi le jeu malsain du ministre de l'Intérieur. La leçon est claire : il est criminel d'utiliser cette question à des buts électoraux. On a vite fait des immigrés les boucs-émissaires de tous les désespoirs. Les chiffres le prouvent : la politique suivie entre 1997 et 2002 était la seule valable. Au-delà, le bon équilibre, car tout n'est pas possible, et un règlement durable — car il faut s'inscrire dans la durée — passent pas une politique de co-développement avec les pays du sud.

Le mouvement de soutien aux enfants sans-papiers ne cesse de s'amplifier. Votre réaction ?

Patrick Weil — C'est la preuve *in vivo* de l'échec de la politique que Nicolas Sarkozy veut mettre en place avec sa nouvelle loi.

Mais elle vient à peine d'être votée !

P. Weil — Oui, mais elle prévoit la restriction des possibilités de régularisation individuelle pour ceux des immigrés en situation irrégulière qui ont une vie privée et familiale en France. Or, ces enfants dont on parle depuis plusieurs semaines ainsi que leurs parents pouvaient espérer correspondre aux critères de régularisation précédents, précisément ceux que Sarkozy a choisi de supprimer.

D'autre part, il avait fourni un avant-goût de l'esprit de son projet en ordonnant aux préfets de « faire du chiffre » en matière de reconduites à la frontière.

Aujourd'hui, cette loi lui explose à la figure et il est obligé de faire le contraire de qu'il avait annoncé, avec tambour et trompette, à son élec-

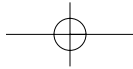
torat de droite. Par méconnaissance du terrain et de la complexité des politiques d'immigration, il est contraint de faire machine arrière.



Est-ce à dire qu'il est impossible de contrôler l'immigration et d'expulser des étrangers en situation irrégulière ?

P. Weil — La politique de l'immigration est comme toutes les politiques publiques. Elle a ses règles. Même si ces règles sont bien conçues, il y a toujours des fraudeurs. Si 95 % des Français déclarent leur revenu pour payer leur impôt, il y en a toujours 5 % qui ne le font pas. S'il n'y avait pas de contrôle fiscal, pas de sanction, probablement personne ne déclarerait ses vrais revenus. Le contrôle et la sanction sont donc nécessaires. Mais au bout d'un certain temps, il y a prescription. Si chacun était obligé de prouver ses revenus pendant trente ans, on vivrait dans une société totalitaire.

En matière d'immigration, c'est pareil. Le rôle d'un gouvernement est de se concentrer sur les premières années du séjour irrégulier et, comme en matière fiscale, viser les gros poissons. En clair : les délinquants étrangers qui n'ont pas d'attache personnelle en France ou les employeurs de travailleurs clandestins. Ce n'est pas ce que fait Sarkozy. En s'attaquant aux enfants et à leurs familles ou à ceux qui n'ont commis aucun autre délit que celui d'être en séjour irrégulier, le ministre de l'Intérieur a délaissé la reconduite à la frontière des vrais délinquants. Les chiffres fournis par



NS-PAPIERS

son ministère le démontrent : la reconduite de ceux-là a baissé de 5 % entre 2004 et 2005.

Selon vous, Sarkozy n'a donc fait que de l'affichage pour raisons électorales...

P. Weil – C'est clair à partir des chiffres. Il a fait plus d'immigration légale que la gauche et moins d'immigration de travail. Difficile à vendre à l'électorat de Le Pen ou de Villiers. Pour camoufler ce résultat, il fait une loi qui fait exploser l'immigration irrégulière.

Nos voisins européens connaissent-ils les mêmes problèmes ?

P. Weil – Les situations sont explosives en Italie ou en Espagne ou aux États-Unis qui ont adopté le système des quotas. Ce système génère en effet un maximum d'étrangers en situation irrégulière. Car les gouvernements annoncent au monde entier leur objectif — un chiffre de délivrance de cartes de séjour — pour l'année, par exemple 80 000, et ce sont 800 000 personnes qui débarquent. Aux États-Unis, il y a ainsi aujourd'hui environ 12 à 13 millions d'étrangers en situation irrégulière. En Espagne ou en Italie, entre 500 000 et 1 000 000 de personnes ont été régularisées dans les dernières années.

En France, le nombre de régularisations (au cas par cas selon les critères de loi de 1998 — parents d'enfants français, présence pendant dix ans sur le territoire, etc.) varie entre 25 000 et 30 000 régularisations par an. S'il y avait les quotas qui tentent encore M. Sarkozy, ce chiffre pourrait être multiplié par dix ou vingt comme en Italie.

La régularisation des enfants scolarisés constituerait selon certains un appel d'air, une faille dans laquelle s'engouffreraient des milliers de candidats à l'émigration. Qu'en pensez-vous ?

P. Weil – C'est un fantasme. La plupart des personnes en séjour irrégulier viennent en France avec un visa de tourisme qu'ils prolongent. Le problème se situe largement en amont. Il est vrai

qu'il y a une faille au départ du dispositif de contrôle. Les moyens des consulats qui délivrent les visas devraient être renforcés. Il faut par ailleurs lutter plus efficacement contre les filières organisées et, je l'ai dit, s'attaquer aux employeurs.

La scolarisation des enfants dans l'espoir qu'ils soient régularisés eux et leurs familles serait donc un phénomène marginal ?

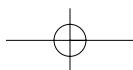
P. Weil – Si les enfants n'étaient pas scolarisés, ce qui est impossible à partir de six ans puisque l'école est obligatoire, où seraient-ils ? À travailler dans des ateliers clandestins ? À traîner dans la rue et éventuellement à troubler l'ordre public ? Veut-on des analphabètes, des enfants-esclaves, des délinquants ? Les mettre à l'école, c'est une mesure de sauvegarde de ces enfants mais aussi une garantie de notre paix sociale.

Une fois que les enfants sont là et installés depuis plusieurs années, il faut prendre acte de la situation et les régulariser. Je le répète : 25 à 30 000 régularisations par an, c'est très peu par rapport à certains de nos voisins européens.

Aucune politique publique ne réussit à 100 %. Et le nombre d'enfants concernés actuellement en France est infinitésimal par rapport à tous les enfants du monde, d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine qui rêvent de l'école publique française.

La France a-t-elle les moyens d'accueillir de nouveaux étrangers ?

P. Weil – La France reçoit un petit nombre d'immigrés par rapport à d'autres pays. Il ne faut pas créer d'affolement. C'est tout le paradoxe de l'action de Sarkozy. Deux ans après avoir fait voter une première loi de contrôle de l'immigration, il en élabore une deuxième, inutile et dangereuse, dont le seul résultat est de créer de l'affolement chez nos compatriotes et chez les étrangers. Laisser croire que nos frontières sont ouvertes, c'est faux. La France n'est pas une forteresse, mais elle n'est pas non plus une passoire.



DOSSIER SANS-PAPIERS

Histoire de Holy et de sa famille

Notre histoire a commencé le 18 avril 2006 à 7 h 30, dans le hall de la gare de Bagneux, un matin noir, je m'en souviendrai toute ma vie.

Comme chaque jour, je partais à mon travail à Levallois. J'étais dans l'autobus 197 sur la N.20 qui me conduisait à la gare de Bagneux pour prendre le train de 7 h 40. Quand je les ai vus, en tenue bleue marine. Des gendarmes. Ils étaient là, devant la gare. Même si je n'avais rien à me reprocher, j'ai senti ma gorge se serrer. Je suis tout de même descendue à l'arrêt du RER de Bagneux. Et là, dans la gare, ils m'ont arrêtée, m'ont demandé mes papiers. J'ai présenté la carte d'identité de mon pays, Madagascar. Mais, ils m'ont demandé un titre de séjour. Comme

je n'en avais pas, ils m'ont dit de les suivre au poste de police. Dans la voiture ils ont commencé à m'interroger. Je tremblais mais j'essayais de ne pas le montrer. Je m'efforçais de répondre le mieux



Holy, Maminiela, Sylvia et leurs enfants, devant l'école de la Faïencerie

possible à toutes leurs questions. Ils étaient étonnés que je maîtrise aussi bien la langue française alors que je n'étais en France que depuis trois ans. Je leur ai répondu que Madagascar avait été une colonie française, et que l'enseignement se faisait toujours en français. À Madagascar, on étudie l'histoire de France et on dit même que la France est la mère-patrie des Malgaches.

En arrivant au poste à Chevilly-Larue, ils ont vérifié si j'étais fichée pour des désordres publics. Comme ce n'était pas le cas, ils ont rédigé un PV et envoyé un fax à la préfecture du Val-de-Marne pour demander une décision à mon sujet. En attendant la réponse, on m'a enfermée dans une cellule. Là, je me suis dit que tout était fini. Le rêve de vivre ici en France, pour assurer l'avenir des enfants, s'effondrait. J'allais être renvoyée avec mon mari et mes enfants dans un pays rongé par les crises sociales et politiques, un pays où la misère est effroyable. Alors, là, seule, dans le noir et l'odeur âcre de la cellule, j'ai craqué et j'ai pleuré.

Vers 14 h, la réponse de la préfecture ordonnant un APRF [*arrêté préfectoral de reconduite à la frontière*] est tombée. C'était la confirmation de mes pires inquiétudes. Les gendarmes avaient l'air bien ennuyés. Ils m'ont libérée vers 15 heures en me conseillant de faire appel pour permettre à mes enfants de terminer leur année scolaire.

La Cimade [*Service oecuménique d'entraide*] rédige le texte de l'appel. Je suis convoquée au tribunal pour le 26 avril, mais le 2 mai, j'apprends que mon appel est rejeté. Je ne peux plus rester isolée ; je dois demander de l'aide pour éviter l'expulsion. Même si la vie est difficile en

France pour les sans-papiers – nous sommes obligés par exemple le payer le tarif maximum à la cantine – c'est encore mieux que la vie à Madagascar où il n'y a aucun espoir de s'en sortir. En France, on peut travailler, les enfants vont à l'école et les malades sont soignés.

J'alerte le RESF [*Réseau Éducation Sans Frontières*]. Je rencontre les maîtresses des enfants, les directrices des deux écoles de la Faïencerie, les parents d'élèves. J'ai un peu honte de leur avouer que nous sommes ici comme des passagers clandestins en attente d'expulsion. Tous ignoraient que nous étions sans-papiers. Tous décident de nous aider. Parmi eux, Richard, Denis, Patricia, Catherine, Yvan, les deux Florence, Alain, Patricia.

On distribue des tracts devant l'école, au marché de Bourg-la-Reine. Les habitants signent nos pétitions. Certains nous accompagnent lors des convocations à la sous-préfecture, où nous avons été, il faut le reconnaître, toujours bien reçus. Monsieur le Maire, ainsi que le curé et le pasteur interviennent officiellement en notre faveur.

Avec un tel soutien, je commence à reprendre espoir. Et puis le 16 juin 2006 arrive la grande nouvelle : le sous-préfet nous accorde un titre de séjour. C'est le plus beau jour de ma vie, c'est comme une nouvelle naissance, un immense bonheur. Un bonheur confirmé quelques semaines plus tard quand deux autres familles de Bourg-la-Reine, dans la même condition que moi, avec des enfants dans la même école, reçurent aussi la bonne nouvelle.

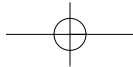
Nous ne ferons plus de cauchemars la nuit, nous n'aurons plus la peur au ventre lorsque nous croiserons des policiers. Nous pourrons aller travailler, chercher les enfants à l'école, faire des courses sans craindre une expulsion. Nous osons faire des projets. Moi, Holy, j'aimerais devenir auxiliaire-puéricultrice, car même si ce n'est pas ma formation d'origine – je travaillais dans le commerce international –, je me suis toujours occupée d'enfants depuis que je suis en France. Mon mari, actuellement chauffeur-livreur, aimerait faire des études d'infirmier.

Les enfants vont à l'école de la Faïencerie. Mon fils Andrianina (8 ans) est entré en CE2, ma fille Raitrasoa (5 ans) est en maternelle. Ils travaillent bien en classe. J'espère qu'ils feront la fierté de leurs parents et de la France qui les accueille.



Holy

Le jour de la rentrée des classes, Holy, Maminiela et Sylvia affichent un message de remerciements aux parents de la Faïencerie sur le panneau de la FCPE.



Bourg-la-Reine invisible

Nous les croisons souvent, les accompagnons parfois. Et chaque fois, nous nous interrogeons sur leur exceptionnelle capacité à se déplacer en étant privées d'un sens qui nous paraît essentiel. Deux de nos concitoyennes aveugles ont accepté de nous faire partager leur singulier parcours dans une ville que nous pensions si bien connaître.

Un conte de fée ? Une nouvelle de science-fiction ? Non ; mais le témoignage d'une traversée du réel par deux Réginaburgiennes qui présentent comme signe particulier d'être privées de la vue. Pour évoluer dans l'invisible, nous, Odile et Sandrine, disposons naturellement d'une canne blanche, de quatre sens bien aiguisés et d'un cerveau dont nous nous efforçons d'exploiter les ressources méconnues.

Si vous êtes curieux de participer à quelques-unes de nos aventures quotidiennes, laissez-vous guider.

CIRCULER DANS LA VILLE

Désireuses de respecter les règles de bonne conduite, nous marchons sur les trottoirs plutôt que dans la rue, tenons notre droite, traversons aux passages protégés. Quoi de plus simple ? Sauf quand les trottoirs présentent des dénivelés accentués, des pavés disjoints, des trous propices aux entorses ; sauf quand un vélo ou une moto accroché à une barrière ou à un poteau vous gratifie de son cambouis ; sauf quand une voiture est garée là où on ne l'attendait pas ; sauf quand les poteaux balisent une étrange trajectoire ; sauf quand l'angle agressif d'un panneau publicitaire freine brusquement notre élan, comme place Condorcet ; sauf quand les passages protégés ne sont pas repérables par une bande podo-tactile ou que le boîtier des feux de signalisation se situe à hauteur du visage. En revanche, rien à dire des travaux en cours dans la rue Roeckel : ils sont soigneusement barricadés et nous sommes juste un peu plus gênées que nos concitoyens.

FAIRE SES COURSES

Nous venons d'évoquer la rue Roeckel, lieu privilégié pour effectuer nos achats. Nous ne pouvons que nous réjouir de sa transformation en rue piétonne. L'accueil qui nous est réservé par les commerçants — boutique de primeurs, poissonnerie, boulangeries, librairie, café — nous incite à revenir souvent. Mais comment deviner toutes les séductions des étals ? Pour les pâtisseries par exemple. Ne pourrait-on envisager un mini-catalogue en braille, à la réalisation duquel nous pourrions participer ?

Nous connaissons tous les avantages de *Champion*, *Monoprix* et autres grandes surfaces. Nous apprécions particulièrement la disponibilité des employés de *Picard surgelés* qui nous accompagnent dans le magasin. Mais, pour le moment, nous n'avons accès à la plupart des cavernes d'Ali Baba que grâce à la gentillesse d'un personnel généralement très occupé. Sans doute ne sommes-nous pas les seules à avoir besoin d'aide pour choisir dans les rayons. Ne peut-on envisager la création, dans chacun de ces magasins, d'un emploi officiel d'assistance pour toutes les personnes en difficulté ?

ACCÉDER AUX SERVICES PUBLICS

La gare du RER sera bientôt complètement aménagée. Oui, mais les distributeurs automatiques de tickets nous sont interdits : leur vocalisation n'a pas été prévue.

La mairie, une fois contournés les bacs à fleurs — dont nous ne contestons évidemment pas la présence —, paraît tout à fait accessible. Nous attendons avec impatience la rénovation du service de l'état-civil, dont l'accès fut si longtemps surréaliste.

Les banques surabondent mais, là encore, aucun distributeur n'est vocalisé. Curieusement, alors que la BNP annonce utiliser une technique éprouvée, l'agence de Bourg-la-Reine n'en a pas entendu parler.

S'INFORMER

Quel accès possible aux panneaux d'affichage et au bulletin municipal ??? Téléphoner chaque jour aux différents services de la mairie pour demander s'il y a du nouveau ? Consulter « Bourg-la-Reine Magazine » sur internet, quand on a la chance d'être équipé et formé ? Un enregistrement sur cassette ou sur CD de ce bulletin représenterait-il un investissement considérable ? D'autres communes proches s'y sont risquées.

SE CULTIVER

Notre ville offre un grand choix de manifestations culturelles, qui nous sont parfaitement accessibles. Nous sommes par ailleurs souvent attirées par la bibliothèque municipale, qui s'enrichit régulièrement de documents sonores. Nous y sommes bien accueillies dans la mesure où les employés ne sont pas trop surchargés. Nous avons en effet besoin d'un certain temps disponible pour consulter le catalogue en ligne. Dans ce domaine aussi, la vocalisation assurerait à tous un gain de temps et d'énergie.

CHERCHER UN APPARTEMENT

Se loger à Bourg la Reine relève de l'exploit et ce, malgré le nombre impressionnant d'agences implantées dans la ville. Il est vrai que pour nous, un certain nombre de critères s'imposent, telles que la proximité des transports et de toutes les commodités, ainsi qu'une surface suffisante pour entreposer tout notre matériel spécialisé, etc.

Présentez-vous dans certaines agences avec ces exigences et il vous sera vivement recommandé de vous adresser aux services sociaux, voire à une association spécialisée (démarche à laquelle nous avons déjà songé). Et lorsque nous nous rendons à la mairie (service du logement), les employés nous remettent un formulaire à remplir non sans nous avoir préalablement recommandé de prendre contact avec une assistante sociale. Pourquoi faire ? Pour prendre sagement notre place au sein de l'interminable file d'attente des listes HLM ?

Toutefois, quelques agences prennent notre cas au sérieux et mettent tout en œuvre afin de répondre au mieux à nos attentes. Leurs conseils nous sont d'autant plus indispensables que nous ne pouvons consulter les annonces.

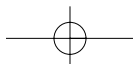
À force de persévérance, on finit toujours par trouver un logement, mais les garanties demandées par les agences restent toutefois démesurées et injustifiées. Méfiance ?

Au cours de cette visite dans Bourg-la-Reine invisible, nous avons voulu évoquer quelques pistes susceptibles d'améliorer la vie quotidienne des déficients visuels. Les dysfonctionnements que nous avons constatés ne sont d'ailleurs pas spécifiques à notre ville.

Nous tenons à exprimer notre reconnaissance à nos concitoyens pour l'aide amicale irremplaçable qu'ils nous apportent. D'autre part, nous n'ignorons pas les efforts entrepris par la municipalité. Une « Charte Ville Handicap » a été signée à Bourg-la-Reine en mai 2002, mais nous attendons encore son application. On nous promet pour bientôt des feux sonores et peut-être quelques autres aménagements. Par ailleurs, nous espérons que la mise en œuvre de la nouvelle loi de février 2005 sur le handicap « pour l'égalité des droits et des chances, pour la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » facilitera notre vie quotidienne et citoyenne.

Que Bourg-la-Reine invisible devienne au plus tôt Bourg-la-Reine pleinement accessible !

Odile et Sandrine



Échos des

Que se passe-t-il à l'Office municipal HLM ?

30 juin 2006 : comme chaque année, le compte administratif de l'Office HLM de Bourg-la-Reine est soumis au vote des administrateurs. Rien que de très normal de voir les administrateurs examiner les comptes arrêtés de l'année passée. Et pourtant...

1. Des comptes loin du compte : on constate que le déficit de la section investissement atteint cette année 80 000 euro et qu'il a été comblé en partie par des excédents de la section de fonctionnement, mais aucune pièce ne permet d'analyser ces transferts. Question n°1 : Qui a-t-on ponctionné ? Question n°2 : Pourquoi le président de l'Office n'a-t-il dressé aucun bilan des investissements réalisés depuis 4 ans ?

2. Des méthodes loin du compte : il est interdit au président de participer aux délibérations et d'assister au vote du compte administratif. Or, non seulement le maire-adjoint qui occupe ce poste serait resté en séance jusqu'au bout, mais il aurait demandé à chaque administrateur d'exprimer et justifier son vote.

3. Une « majorité » éclatée : Les deux élus de la « majorité » se seraient abstenus. Pour ces raisons sans doute, mais aussi parce que les pro-Chevreau trouvent là aubaine de s'opposer au président pro-Devedjian de l'Office. La vengeance, décidément, est un plat qui se mange froid.

Laissons de côté ce nouvel épisode de Dallas à Bourg-la-Reine. Il y a plus grave. Nous demandons solennellement que la clarté soit faite sur la gestion des HLM de la ville.

Paladin (suite)

Nous apprenons que la communauté d'agglomération devrait diligenter une enquête sur le bilan du Paladin. Rappelons qu'il s'agit d'un bus qui se distingue des autres par la quasi-absence de passagers. Les questions, nous les avons posées dans notre précédent numéro : où est l'étude préalable qui permettrait de connaître avec précision les besoins et les souhaits de la population ? Pourquoi le seul quartier ignoré est-il, encore une fois, celui des Bas-Coquarts ? Pourquoi, nouveauté de la rentrée, l'extrémité sud de la ville n'est-elle plus desservie ? Qui a fixé les horaires et les circuits dans la ville dont l'absurdité est souvent avérée (demandez aux jeunes qui doivent aller à Lakanal) ? La solution choisie est-elle la plus efficace, et la moins coûteuse ? Françoise Colmez, élue municipale d'opposition à la communauté d'agglomération, nous livre les chiffres : en investissement il est prévu 4 Millions d'euro pour l'achat des bus, dont 1,7 pour la communauté d'agglomération, mais la dépense est gelée en attendant la subvention du STIF et de la Région (qui n'avait pas été consultée, comme nous l'avions annoncé dans la numéro précédent des *Nouvelles*) ; en budget primitif 2 459 000 euro ont été inscrits au titre des transports urbains. Belle somme pour de bien maigres résultats, car on sait qu'il était espéré des rentrées annuelles à hauteur de 3 millions d'euro. Il en faudrait du monde dans les bus pour atteindre un tel chiffre !

Alors remettons les choses à l'endroit : il faut s'adresser à la population pour connaître ses réels besoins en matière de déplacement et adapter l'offre à ces besoins.



Circulation (suite)

Nous vous annonçons, les premiers, l'abandon du projet fou de circulation des bus à contresens boulevard Joffre. Pour avoir alerté les riverains et, au-delà, tous les Réginaburgiens, nous nous réjouissons que la raison l'ait emporté. Une question reste posée : compte tenu du nombre de lignes, où vont-ils passer ? Si l'on garde l'option du passage sous le pont, vers la rue des Blagis, les nuisances seront doubles : pour les habitants du quartier des Musiciens qui verront augmenter sensiblement la circulation des bus, et pour ceux de la place de la gare qui verront les bus opérer des demi-tours bruyants dans la nouvelle gare routière. Nous avons demandé d'explorer une autre option : la sortie des quatre lignes concernées vers la rue des Rosiers, via une voie semi enterrée pour ne pas gêner les riverains. Impossibilité technique compte tenu du dénivelé, avait-on répondu. Or, nous venons d'apprendre que non seulement la solution était techniquement réalisable, mais que la RATP était prête à céder ses terrains à la ville et n'attend... que la signature du maire. Où en est le projet ? Quels financements pour quel projet ? Où en est la concertation ?

Travaux : vive les élections municipales !

À dix-huit mois des élections municipales, nous voyons se multiplier les chantiers dans toute la ville. Le contraste est frappant avec les quatre premières années du mandat de Jean-Noël Chevreau. Alors, en guise de boutade, faisons une proposition qui en vaut bien une autre : si les élections municipales se tenaient tous les deux ans, l'équipe actuelle aurait des chances d'apparaître dynamique.

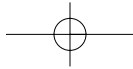
On ne se plaindra pas, pour autant, que les choses bougent. Il faut à l'évidence accélérer la réfection des rues, garder à la ville son cachet en enterrant les fils électriques et en refaisant chaussées et trottoirs, assurer sa modernisation et sa sécurité en remplaçant les canalisations. Il faut favoriser l'émergence d'une « écoville » en généralisant le séparatif (eaux usées/eaux de pluie) et en multipliant les « zones 30 » (vitesse limitée à 30 km/h et aménagements spéciaux), comme a su si bien le faire notre voisin Pascal Buchet à Fontenay-aux-Roses.

Mais voilà ! Chassez le naturel et il revient au galop. Riverains peu ou mal informés, retard au démarrage, d'où des nuisances très au-delà des vacances pour les habitants comme pour les commerces ; accessibilité mal assurée aux commerces, ainsi rue Roedel. Belle idée, en l'occurrence d'en faire une rue piétonne. Mais, en fin de compte, que fait-on du bus ? Passera-t-il, seul habilité à y circuler ? S'arrêtera-t-il place Condorcet, à 100 m de la gare, comme on le voit dans bien d'autres villes ? Fera-t-il le tour par le nord ? Il y a lieu à débat et chacune des solutions aura des soutiens, et des arguments. Encore faut-il ouvrir ce débat avec les citoyens.

Trou des Halles (suite)

Automne 2005 : rien.
Printemps 2006 : rien.
Automne 2006 : rien.
Combien de numéros des *Nouvelles de BLR* faudra-t-il attendre pour voir les





quartiers

constructions s'engager entre l'école Notre-Dame et la nationale ? Serait-ce parce que notre maire ne trouve pas de remplaçant à Danone pour lequel était construit l'immeuble du carrefour et qui, lassé d'attendre le démarrage des travaux, a choisi de s'installer dans une ville voisine ? Serait-ce parce qu'il ne trouve toujours pas preneur pour la grande brasserie qu'il souhaite voir s'ouvrir ? Pourquoi aucun autre commerce n'est-il prévu alors que la nouvelle localisation de la Poste offre l'opportunité d'importants passages ? Une étude a-t-elle été faite pour mesurer la viabilité d'un projet de bureaux entre la double explosion de la Croix-de-Berny et de la Porte d'Arcueil ? Pourquoi un premier promoteur a-t-il déjà renoncé ? Toutes ces informations, vous ne les auriez pas sans votre journal. L'information est pourtant la clé de la citoyenneté et de la démocratie de proximité.

Le dossier est à suivre de près car il va beaucoup peser sur les finances de la ville.

L'empoisonnement du hêtre pourpre

Au nord de la ville, au carrefour de la nationale et de l'avenue Aristide Briand, s'achève la construction d'une résidence jolie et bien conçue, associant logements sociaux et prix libres. Une longue discussion entre le promoteur, Bouygues, et les associations de quartier ont permis d'arriver à un résultat qui satisfait tout le monde. Comme quoi l'engagement citoyen dans la vie de quartier est essentiel. Restent un constat bien triste et une question sans réponse. Il était convenu de sauver l'un des « arbres remarquables » de la commune (liste dressée par le Conseil général, où siégeait notre maire il y a peu !), en l'occurrence un grand hêtre pourpre dans son état naturel, situé entre la résidence et le HLM du 15 de l'avenue. Bouygues s'était rangé aux arguments des associations, au point d'utiliser cet arbre comme argument commercial : « Résidence du hêtre pourpre ». Excellente idée au demeurant, si ce n'est que l'arbre est mort et qu'un autre est très menacé.

Or nous avons appris qu'un expert incontestable, mandaté par le promoteur lui-même à la demande des associations, a conclu que l'arbre avait été empoisonné volontairement avec un désherbant utilisé par les professionnels.

On peut espérer qu'un arbre de taille équivalente sera replanté par le promoteur.



Fontaine, fontaine, boirons-nous de ton eau ?

Pour être honnête quand, il y a plus de deux ans, nous nous étions fait l'écho dans ces colonnes de l'information annoncée officiellement aux riverains du bas des avenues Galois et Carnot, nous ne pensions pas qu'elle deviendrait officielle : une fontaine ornara ce carrefour lors de son aménagement.

Il y avait pourtant, à l'époque, une autre urgence aquatique rue Hoffmann : pour la énième fois, faute de travaux sur les réseaux

collectifs, les caves avaient été inondées à la suite d'un grand orage. Le contraste était frappant avec les superbes aménagements réalisés à proximité par la ville de L'Hay-les-Roses pour stocker l'eau de pluie, aménagements dont notre ville aurait pu s'inspirer à l'occasion de la réfection du stade municipal actuellement en cours.

Nous aurions donc droit, nous aussi, au « machin » de la Croix-de-Berny, un chef d'œuvre pseudo-classique beau comme l'antique ? Cauchemar esthétique.

La terre tremble dans le quartier de la gare

Et pour trois mois de septembre à décembre 2006. Au retour des vacances, quelques jours seulement avant l'intervention de l'entreprise Valentin, les riverains de la rue des Blagis et les usagers de la RATP découvrent un arrêté municipal placardé sur les arbres et les poteaux. On y apprend qu'en raison de travaux d'assainissement programmés par la communauté d'agglomération la circulation, notamment celle des autobus, et le stationnement vont devenir, une fois de plus, problématiques dans le quartier (la rue des Blagis et les rues adjacentes Pierre Loti et Lafenestre). Pourquoi un tel retard d'information concernant des opérations programmées, semble-t-il, depuis plusieurs mois ?

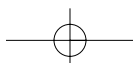
La récente vague de travaux entre février à mai 2006 a laissé de très mauvais souvenirs. Certains habitants s'interrogent, notamment rue Yvonne, sur les causes de l'inclinaison de leurs clôtures après les ébranlements provoqués par les gros engins de travaux publics inadaptés à une si petite rue. Ceux de la rue des Blagis constatent que ces travaux n'ont fait qu'augmenter les nuisances sonores et les vibrations occasionnées par la circulation des autobus et autres poids lourds.

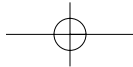


Si nous ne contestons pas l'utilité des travaux de séparation des réseaux des eaux usées et des eaux de pluie, nous nous interrogeons sur la justification des percements à répétition ici et là. Est-il si compliqué de profiter de l'ouverture de tranchées pour coordonner l'ensemble des travaux de raccordement en sous-sol, qu'ils concernent l'approvisionnement en eau, gaz, électricité et téléphone ou l'évacuation des eaux ? Cela permettrait de réduire les nuisances et les dépenses publiques.

Est-il d'autre part acceptable que les riverains de la rue des Blagis doivent supporter quotidiennement d'entendre vibrer les murs et tinter la vaisselle à chaque passage d'autobus ? Ne peut-on pas envisager des solutions comme l'adaptation de la chaussée, le respect des limitations de vitesse ou la déviation de la circulation des véhicules lourds vers des axes plus larges ?

Par ailleurs, nous avons pu constater dans les tranchées la persistance des tuyaux de plomb, entre un et deux mètres de profondeur ; or la Compagnie des eaux s'était engagée, il y a longtemps déjà, à remplacer comme la loi l'y oblige les alimentations en plomb entre conduites d'eau centrales et compteurs des usagers ; quand la rue sera remise en état, faudra-t-il alors tout démolir et terrasser à nouveau chaussée et trottoirs ?





UNE VAGUE D'ADHÉSIONS SANS PRÉCÉDENT !

Au moment où la campagne électorale connaît une nouvelle étape avec la désignation du candidat socialiste, nous avons souhaité faire le point sur un phénomène d'une ampleur exceptionnelle : en effet, la campagne d'adhésions lancée par le PS en début d'année a rencontré un succès sans précédent. 90 000 adhérents nouveaux ont rejoint le Parti socialiste, portant ses effectifs à plus de 200 000.

Qu'en est-il à Bourg la Reine ? Le mouvement y est particulièrement spectaculaire. Fidèles à notre règle de transparence, nous affichons nos chiffres. Il y a sept ans, nous étions 12 ou 13 ; le réveil du Parti socialiste sur la ville s'est accompagné d'une augmentation de ses effectifs pour atteindre 38 adhérents fin 2005. Cette croissance répondait aussi à des succès électoraux inédits à Bourg-la-Reine, la barre des 50 % étant atteinte aux cantonales de 2004 et dépassée aux législatives partielles de 2005. Les effectifs de la Section se sont régulièrement renouvelés. Tandis que des adhérents nous quittaient à l'occasion de mutations professionnelles, d'autres nous rejoignaient grâce notamment à notre présence régulière dans la ville et à votre journal *Les Nouvelles de Bourg-la-Reine*.

Quels sont les chiffres en septembre 2006 ? Nous comptons exactement 106 adhérents à Bourg-la-Reine !

En attendant ceux qui souhaiteront nous rejoindre pour préparer les élections décisives pour le pays de 2007 et cette échéance toute particulière à Bourg-la-Reine des élections municipales de 2008, nous avons voulu vous faire connaître quelques nouveaux visages de la Section, et pour ce faire nous avons interviewé quelques uns de ces adhérents 2006. D'où les 5 portraits qui suivent et illustrent la diversité des parcours qui les ont conduits à rejoindre notre section de Bourg la Reine.

OLIVIER

38 ans, une compagne et deux jeunes enfants. Travaille dans le secteur informatique. Aime le foot et la musique. Avait adhéré à la CGT à l'occasion d'un conflit dans son entreprise précédente.

Olivier a rejoint le Parti socialiste en adhérant sur internet au début de l'année. Depuis qu'il est en âge de voter, il a toujours voté pour le Parti socialiste, dont il est un sympathisant de longue date. Il a franchi le pas cette année et nous a rejoints pour pouvoir participer à la désignation du candidat socialiste à la présidentielle et contribuer au renouvellement de l'image du PS.

Mais il souhaite surtout apporter un soutien plus actif au PS, au-delà de l'élection présidentielle. S'il regrette le ton que prend parfois la campagne interne au PS pour la candidature, il se sent à l'aise et ne regrette pas son choix.

MARGERIE

Étudiante en lettres classiques, Margerie a 20 ans. Elle aime le latin et le grec... mais aussi le cinéma.

C'est en juin qu'elle a décidé de s'engager au PS, dont elle partage les idées. C'est la perspective des élections de 2007 qui a précipité son choix. Elle n'est pas encore bien fixée sur le ou la candidate pour lequel ou laquelle elle votera en novembre au sein du PS. Mais ce choix est pour elle secondaire : quel que soit le candidat investi par le Parti socialiste, elle soutiendra activement sa campagne. Elle se retrouve bien dans le projet socialiste, même si elle ne souscrit pas nécessairement à toutes les mesures proposées ; par exemple le caractère obligatoire du service civil. Et après les

présidentielles et les législatives, elle compte bien s'engager dans la campagne des municipales sur Bourg la Reine.

FRANÇOISE ET PHILIPPE

La cinquantaine, ils travaillent tous deux à Paris dans une petite société de tapisserie-décoration. Un travail prenant qui leur laisse peu de temps pour le vélo ou les sorties théâtrales. Quatre enfants, dont deux sont déjà salariés, et les deux autres poursuivant des études supérieures. Tant que leurs enfants étaient au collège ou au lycée, ils adhéraient à la FCPE, où ils ont côtoyé des socialistes.

Si cette année ils ont rejoint le Parti socialiste, via internet, c'est pour deux raisons : la facilité de la prise de contact via le WEB, et la possibilité qui leur était offerte de peser sur la désignation du candidat du PS. Ce sont les événements déclenchants ; la raison profonde de l'adhésion est à chercher dans le traumatisme vécu par bien des gens de gauche en 2002 avec la chute du candidat socialiste dès le premier tour, après une campagne décevante, voire irritante. Ils appellent de leurs vœux un vent de fraîcheur au PS, une manière différente d'appréhender la politique. Pour l'heure, c'est la perspective des élections de 2007 qui les mobilise. Pour les municipales, on verra plus tard : leur travail à Paris leur a laissé peu de temps pour participer à la vie locale jusqu'ici.

En tout cas, ils vivent (bien) leur adhésion au parti socialiste comme l'occasion de jouer pleinement leur rôle de citoyen.

RAND

À 28 ans, notre dernière interviewée travaille dans une commune proche de Paris comme « Ingénieur Énergie ». Mais encore ? Elle est chargée de mettre en place une politique de maîtrise de l'énergie, de façon pragmatique.

C'est sans doute autant une vocation qu'un métier, mais elle a bien d'autres centres d'intérêt, comme la musique classique... ou moins classique.

Française de la deuxième génération, elle veut vivre sa citoyenneté française sans renier pour autant son héritage familial et culturel ; pour mieux le faire et aider les autres à en faire autant, elle cherche à créer une association.

Elle nous a rejoints comme sympathisante en 2005, et elle a adhéré au tout début de cette année. Très rapidement elle a pris une part active dans la vie de la Section et dans la foulée a été élue à son bureau.

Qu'est-ce qui l'a poussée à adhérer au Parti Socialiste ? Une soif de retrouver et de partager les valeurs fondamentales de la gauche, et de les inscrire, avec d'autres, dans sa vie de tous les jours ; une volonté de s'insérer dans l'action politique, et ce, aussi bien sur le plan local que sur le plan national. Ces deux plans sont indissociables à ses yeux.

Qu'attend-elle du PS ? Qu'il gagne ! Mais pas n'importe comment : que nous, socialistes, restions fidèles à notre idéal et que nos actions soient à la hauteur de nos valeurs ! Un beau programme.

